

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

AM/SK/2013-554

Unité territoriale : UT 21

Subdivision : 1

Nom de l'inspecteur : Arnaud MAUDRY

Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 3 septembre 2013

Date de l'inspection : 10 septembre 2013

Type d'inspection : ☐ approfondie ou ☒ courante ou ☐ ponctuelle
☐ inopinée ou ☒ annoncée
☒ planifiée ou ☐ circonstancielle

Motif de la planification :

Dans le cadre de son programme annuel d'inspection, la DREAL a procédé à l'inspection de la société JTEKT.

Société : JTEKT

Commune : Chevigny Saint Sauveur

Activité : Fabrication de direction assistée

A

Liste des installations inspectées : L'ensemble du site.

Thèmes : la prévention de la pollution atmosphérique (articles 17 à 21), la prévention et lutte contre le bruit (article 22), la sécurité (article 32).

Référentiels de l'inspection : Arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 23 décembre 2004.

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

- M. CHEVILLOT, responsable HSE
- M. KRIEDEL, en contrat de professionnalisation HSE

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

L'ensemble des constats figure dans le tableau des constatations joint en annexe.

Eléments de contexte :

L'arrêté préfectoral du 23 décembre 2004 porte l'autorisation pour la société JTEKT d'exploiter ses installations.

L'inspection s'est donc rendue sur site afin de vérifier la conformité de l'établissement à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Principales constatations :

D'une manière générale, l'établissement semble bien tenu d'un point de vue environnemental.

Les principales non-conformités relevées sont les suivantes :

Article 11.4 : il a été constaté un GRV (1000 l) contenant de l'eau et de l'antigel non stocké sur rétention dans le local « Groupe froid phase 2 ».

Article 17.1 : Au sujet des points de prélèvements des rejets atmosphériques, le rapport d'essais n°B1395348/1201 - 1/ 1 M00*, établi par la société DEKRA, précise en page 18 :

- « La distance amont et aval ne respectent pas la distance de cinq fois le diamètre hydraulique ;
- Absence de brides normalisées »

Article 19.2 : Les vitesses d'éjection des gaz sont inférieures à 5 m/s, vitesse minimale prescrite.

La preuve de l'analyse des paramètres SO₂ et poussières dans les rejets atmosphériques n'a pas été apportée.

Article 32.5.2 : (Remarque) Les personnes, désignées comme équipiers d'intervention, ne sont pas toutes entraînées tous les 18 mois à la lutte contre l'incendie.

Leur formation étant néanmoins programmée cet automne, l'exploitant transmettra à l'Inspection les enregistrements attestant de la mise en conformité à l'exigence réglementaire.

Suites envisagées :

Observations à traiter par courrier ;

Liste des documents établis suite à la visite :

Tableau des constats

Lettre à l'exploitant

Date et signatures : Le 20 septembre 2013,

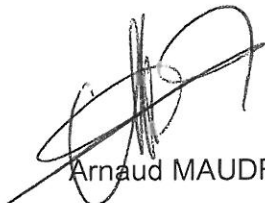


Le rédacteur	Le vérificateur	l'approbateur
L'Inspecteur des Installations Classées	L'Inspecteur des Installations Classées	Le responsable de l'Unité territoriale de Côte d'Or
 Arnaud MAUDRY	 Laurent EUDES	 Alain SZYMCZAK

Tableau des constats
Inspection du 10 septembre 2013
JTEKT
CHEVIGNY SAINT SAUVEUR

Par référence à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2004

AM/SK/2013-554

Article	Exigences vérifiées					Conformité (Conformité, non- conformité, non- conformité majeure, remarque, observation)	Constatations
3	CLASSEMENT DES INSTALLATIONS					Observation	Un point a été effectué sur les capacités des installations lors de la visite. 2560.1 : 3205 kW. 2920 : Non classé. 2561 : 953,5 kW. 2564.3 : arrêt de cette activité. 2910.A.2 : 3,334 MW, Déclaration avec contrôle périodique. L'information de ces nouvelles capacités a été transmise par deux courriers de la part de l'exploitant. Ces modifications n'étant pas considérées comme substantielles, elles seront actées lors d'une future mise à jour des prescriptions en cas de changements plus conséquents.
	Rubrique	Intitulé de la rubrique	Capacité de l'installation	Classt			
	2560.1	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieur à 500 kW	2 650 kW	A			
	2920.2.a	Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa comprimant des liquides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW	ROOF TOPS 720 kW Groupes frigorifiques 300 kW Compresseurs + sècheurs 420 kW Climatiseurs autonomes 20 kW Climatiseurs machines process 180 kW	A			

Article	Exigences vérifiées				Conformité (Conformité, non- conformité, non- conformité majeure, remarque, observation)	Constatations
			Refroidissement eau glacée de la ligne usinage des crémaillères 50 kW	Puissance absorbée : 1 690 KW		
2561	Trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages		325 kW	D		
2564.3	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume total étant supérieur à 20 l et inférieur à 200 l.		2 postes de 60 l soit 120 litres au total	D		
2910.A.2	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres	Chauffage des locaux : générateurs à air chaud au gaz naturel d'une puissance totale de 2,88 MW	Chaufferie : chaudière gaz naturel d'une	D		

Article	Exigences vérifiées				Conformité (Conformité, non-conformité, non-conformité majeure, remarque, observation)	Constatations
		rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, la puissance maximale de l'installation étant inférieure à 20 MW et supérieure à 2 MW.	puissance de 0,82 MW Puissance totale gaz : 3,07 MW			
2925		Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW (Arrêté du 29 mai 2000).	Puissance de 150 kW environ	D		
1220		Stockage ou emploi d'oxygène inférieur à 2 t.	4 bouteilles de 6,5 kg soit 26 kg	NC		
1418		Emploi ou stockage de l'acétylène	Utilisation pour opérations de maintenance et petits travaux d'amélioration. Quantité : 4 bouteilles de 6,5 kg = 26 kg	NC		
1432.2		Dépôt de liquides inflammables, la capacité	Présence d'huiles et de solvants	NC		

Article	Exigences vérifiées				Conformité (Conformité, non-conformité, remarque, observation)	Constatations
		équivalente est inférieure à 10 m ³ .	pour une capacité équivalente légèrement supérieure à 1 m ³			
1530	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles, la quantité stockée étant inférieure à 1000 m ³ .	Quantité maximum de cartons et bois : 250 m ³	NC			
2661.2	Emploi de matières plastique, résine, caoutchouc, élastomères, adhésifs synthétiques par des procédés exclusivement mécaniques. La quantité de matière susceptible d'être traitée est inférieure à 2 t/j.	0.4 tonne /j	NC			
2663	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m ³ .	Quantité présente : 800 m ³ Constitué principalement des bacs de conditionnement des composants	NC			

(*) A : Autorisation / D : Déclaration / NC : Non Classé

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Conformité, non-conformité, conformité majeure, remarque, observation)	Constatations
	PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX		
11.4	<p>Prévention des pollutions accidentelles des eaux</p> <p><u>Stockages, rétention, manipulation et transport</u></p> <p>Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est</p>	<p>Non-conformité</p>	<p>Lors de la visite des extérieurs du site, il a été constaté un GRV (1000 l) contenant de l'eau et de l'antigel non stocké sur rétention dans le local « Groupe froid phase 2 ».</p> <p>A titre de remarque, un chariot élévateur était stationné sur une zone non imperméable.</p> <p>L'exploitant a noté ces deux points lors de la visite pour actions correctives immédiates.</p>

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Conformité, non-conformité, majeure, remarque, observation)	Constatations
	<p>effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.</p> <p>Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>		
<div> <div>PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE</div> <div> <div>17</div> <div> <div>CONCEPTION ET AMENAGEMENT</div> <div> <div>17.1 - Conditions générales</div> <div> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.</p> <p>Les cheminées permettront une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents, sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) conformes aux dispositions de la norme NFX 44 052.</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> </div> </div> </div> </div> </div>			
	<div> <div>Non-conformité</div> <div> <p>Au sujet des points de prélèvements, le rapport d'essais n°B1395348/1201 - 1/ 1 M00*, établi par la société DEKRA, précise en page 18 :</p> <p>« - La distance amont et aval ne respectent pas la distance de cinq fois le diamètre hydraulique</p> <p>- Absence de brides normalisées »</p> </div> </div>		

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Conformité, non-conformité, non-conformité majeure, remarque, observation)	Constatations
	<p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>17.4 - Stockages</u></p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptiers, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs,...).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation, sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p> <p><u>TRAITEMENT</u></p>		
18	<p>Nonobstant les dispositions de l'article 19, l'exploitant doit collecter puis épurer les effluents atmosphériques dans les conditions définies ci-après :</p> <p><u>NORMES DE REJET</u></p> <p><u>19.1. - Conditions de mesures</u></p> <p>Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage pour lesquelles les mesures se font sur gaz humide.</p>		
19		Conformité	<p>Les conditions de mesures reportées dans le rapport d'essais n°B1395348/1201 - 1/1 M00* sont conformes.</p>

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Conformité, non-conformité, remarque, observation)	Constatations																		
	<p>19.2. - <u>Installations de combustion</u> Les gaz sont rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après :</p> <table><tr><th rowspan="2">Identification du conduit</th><th colspan="2">Caractéristiques des gaz rejetés au débouché du conduit</th></tr><tr><th>Hauteur de la cheminée selon règlement sanitaire applicable</th><th>Vitesse minimale des gaz (m/s)</th></tr><tr><td>Conduit n° 1</td><td>3 m au-dessus de la toiture.</td><td>5</td></tr></table> <table><tr><th rowspan="2">Identification du rejet et n° du repère sur plan annexé</th><th rowspan="2">Paramètres à contrôler</th><th>Valeurs limites</th></tr><tr><th>Concentration (mg/Nm3) (*)</th></tr><tr><td rowspan="3">Chaudière</td><td>SO₂</td><td>< 35</td></tr><tr><td>NOx</td><td>150</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>5</td></tr></table> <p>Les limites de rejet en concentration sont exprimées en mg/Nm³ sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 %.</p> <p>19.3. - <u>Installations autres que les installations de combustion</u> Sans objet.</p>	Identification du conduit	Caractéristiques des gaz rejetés au débouché du conduit		Hauteur de la cheminée selon règlement sanitaire applicable	Vitesse minimale des gaz (m/s)	Conduit n° 1	3 m au-dessus de la toiture.	5	Identification du rejet et n° du repère sur plan annexé	Paramètres à contrôler	Valeurs limites	Concentration (mg/Nm3) (*)	Chaudière	SO ₂	< 35	NOx	150	Poussières	5	<p>Non-conformités</p> <ul style="list-style-type: none">- Les vitesses d'éjection mesurées sont strictement inférieures à 5m/s. (rapport d'essais n°B1395348/1201 - 1/ 1 M00*, pages 14 et 15)- le rapport d'essais n°B1395348/1201 - 1/ 1 M00* ne mentionne pas d'analyse des paramètres SO2 et poussières.
Identification du conduit	Caractéristiques des gaz rejetés au débouché du conduit																				
	Hauteur de la cheminée selon règlement sanitaire applicable	Vitesse minimale des gaz (m/s)																			
Conduit n° 1	3 m au-dessus de la toiture.	5																			
Identification du rejet et n° du repère sur plan annexé	Paramètres à contrôler	Valeurs limites																			
		Concentration (mg/Nm3) (*)																			
Chaudière	SO ₂	< 35																			
	NOx	150																			
	Poussières	5																			
20	<p><u>CONTROLE ET SUIVI DES REJETS</u></p> <p>L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.</p>																				

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Conformité, non-conformité, non-conformité majeure, remarque, observation)	Constatations								
	<p>20.1. - <u>Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)</u></p> <p>Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après</p> <table><tr><td>Rejets</td><td>Paramètres</td><td>Fréquence</td></tr><tr><td rowspan="3">Chaufferie</td><td>SO₂</td><td rowspan="3">Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>NOx</td></tr><tr><td>Poussières</td></tr></table> <p>Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence sont adressées à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>ENREGISTREMENT</p> <p>Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère faits à l'initiative de l'exploitant ou à la demande de l'inspection des installations classées;- documents tels que le livret de chaufferie ;- rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.	Rejets	Paramètres	Fréquence	Chaufferie	SO ₂	Tous les 3 ans	NOx	Poussières	<p>Non-conformité</p>	<p>Le dernier contrôle date de juin 2012, mais, comme précisé supra, les paramètres SO2 et poussières n'ont pas été analysés.</p>
Rejets	Paramètres	Fréquence									
Chaufferie	SO ₂	Tous les 3 ans									
	NOx										
	Poussières										
21		<p>Remarque</p>	<p>Le jour de la visite, les résultats des contrôles des rejets atmosphériques n'ont pas pu être retrouvés par l'exploitant, en l'absence de la personne référente sur le sujet. Ils ont néanmoins été envoyés par courrier électronique le lendemain.</p>								
PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT											
22	<p>NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES</p> <p>22.1 - <u>Généralités</u></p> <p>Les prescriptions du présent article 22 sont définies en application et en complément de l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>										

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Conformité, non-conformité, majeure, remarque, observation)	Constatations						
	<p>22.2 - <u>Niveaux acoustiques admissibles</u></p> <p>Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :</p> <table><tr><th colspan="2">Niveau limite en dB (A)</th></tr><tr><td>De 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés</td><td>De 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr><tr><td>70</td><td>60</td></tr></table>	Niveau limite en dB (A)		De 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	De 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés	70	60	Conformité	Les résultats du rapport n°DAW0226/DB/04-11/001-A, établi par la société Socotec, sont conformes.
Niveau limite en dB (A)									
De 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	De 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés								
70	60								
	<p>22.3 - <u>Contrôles périodiques</u></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, aux emplacements suivants, tels qu'ils figurent sur le plan annexé :</p> <p>Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>	Conformité	Le dernier contrôle a été effectué le 14/03/2011.						
SECURITE									
32	<p><u>MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION</u></p> <p>32.1. - <u>Détection et alarme</u></p> <p>Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence.</p> <p>La totalité des surfaces (production, logistique, locaux sociaux et locaux techniques est équipée d'une détection incendie de type adressable conforme à la règle APSAD R7. Le déclenchement de l'alarme peut être direct :</p> <ul style="list-style-type: none">de façon automatique par le système de détection de fumée.	Conformité	La détection est sous-traitée, elle s'opère pour la fumée et pour l'hydrogène dans le local de charge.						

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Conformité, non-conformité, non-conformité majeure, remarque, observation)	Constatations
	<ul style="list-style-type: none"> de façon manuelle par un dispositif bris de glace. <p>Le déclenchement de l'alarme incendie entraîne la mise en fonctionnement automatique de la rampe d'activation de type "sprinkler décharge" installée pour prévenir toute propagation d'incendie entre les zones phase 1 et phase 2 (cf. annexe).</p>		
	<p>32.2. - <u>Formation</u></p> <p>L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.</p>	Conformité	Tout salarié bénéficie d'un accueil HSE. Un plan de prévention est communiqué aux intervenants extérieurs.
	<p>32.3. - <u>Consignes</u></p> <p>L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.</p> <p>Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.</p> <p>Ces consignes prévoient, notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents ; - les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommé désignée, du permis de feu et de mise en œuvre de celui-ci. <p>A chaque permis de feu est jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant qui précise notamment les mesures à mettre en œuvre avant, pendant et après la réalisation des travaux ayant nécessité le permis de feu.</p>	Conformité	L'instruction du permis de feu ainsi que des permis de feu délivrés ont été présentés lors de la visite.

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Conformité, non-conformité, majeure, remarque, observation)	Constatations								
	<p>32.4. - <u>Plan d'intervention</u></p> <p>L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.</p>	Conformité	Le plan d'intervention a été présenté, renvoyant à une procédure de situation d'urgence et à une procédure de fermeture des organes de coupure.								
	<p>32.5. - <u>Moyens matériels et humains</u></p> <p>32.5.1. - <u>Moyens matériels</u></p> <p>L'établissement est doté au moins :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs mobiles (règle APSAD R4) adaptés aux risques et répartis en nombre suffisant dans le bâtiment : <table><tr><th>Type extincteur</th><th>Nombre</th></tr><tr><td>Eau pulvérisée (6 ou 9 l)</td><td>96</td></tr><tr><td>Poudre (6 ou 9 kg)</td><td>12</td></tr><tr><td>CO₂ (2 kg)</td><td>5</td></tr></table> <ul style="list-style-type: none">- R.I.A qui couvre les zones de production et de logistique et permet d'atteindre tout point du bâtiment à partir de 2 lances,- réseau d'extinction automatique pour le couloir logistique (risque RTBD3 – 12,5 l/m² pour une surface impliquée de 260 m² - 9 m² couverts par tête. Stockage limité à une hauteur de 3,5 m).- réserve d'eau :<ul style="list-style-type: none">A. source A : 1 groupe électropompe de 60 m³/h avec une réserve de 30 m³ (30 minutes de fonctionnement),B. source B : 1 groupe motopompe de 240 m³/h avec une réserve 330 m³ (90 minutes de fonctionnement),C. les 2 réserves sont situées en extérieur à l'angle Nord Ouest du bâtiment,	Type extincteur	Nombre	Eau pulvérisée (6 ou 9 l)	96	Poudre (6 ou 9 kg)	12	CO ₂ (2 kg)	5	observation	Les vérifications sur les extincteurs sont effectuées en interne. Lors de la visite, les extincteurs examinés portaient le marquage de cette vérification annuelle.
Type extincteur	Nombre										
Eau pulvérisée (6 ou 9 l)	96										
Poudre (6 ou 9 kg)	12										
CO ₂ (2 kg)	5										

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Conformité, non- conformité, non- conformité majeure, remarque, observation)	Constatations
	<p>D. le local sprinkler est situé à l'intérieur de la logistique à l'angle Nord Ouest. Le local est CF 2 heures.</p> <p>- 3 poteaux d'incendie armés.</p> <p>L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.</p> <p>32.5.2. - <u>Moyens humains</u></p> <p>L'exploitant constitue une équipe de 1^{ère} et 2^{ème} intervention composée de personnes nommément désignées par l'exploitant et entraînées tous les 18 mois à la lutte contre l'incendie.</p>		<p>L'exploitant considère chaque membre du personnel comme équipier de 1^{ère} intervention.</p> <p>Des équipiers de 2^{ème} intervention sont désignés.</p> <p>Les personnes désignées ne sont pas toutes entraînées tous les 18 mois à la lutte contre l'incendie.</p> <p>Leur formation est néanmoins programmée cet automne.</p>

